

## La voix de l'Opposition de gauche

Que se passe-t-il vraiment chez Renault ? L'enjeu.

**26.01.2013**

Les méthodes de Renault dans les discussions avec les syndicats sur un accord de compétitivité s'apparentent à du "*chantage patronal*", a estimé vendredi le numéro un de la CGT Bernard Thibault qui a critiqué "*l'attitude assez passive du gouvernement*", actionnaire du constructeur automobile.

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'hier) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements même si c'était totalement faux, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui inclura en totalité ou en partie ce volet antisocial)

*"Les discussions, discussions entre guillemets, portent sur ce terrain de chantage: gel des revenus, accroissement des heures de travail, une plus grande flexibilité (...) On est dans le chantage patronal, on est sur un +moins disant social+", "une forme de dumping social", a déclaré Bernard Thibault sur LCI.*

*"Renault a le même type de comportement dans tous les pays européens", a poursuivi le dirigeant syndical, selon qui le deuxième constructeur français met en concurrence ses salariés européens en les comparant entre eux pour faire pression. AFP 25.01*

Thibault aurait-il décidé de me contredire (voire ma causerie d'her) ou quelque chose m'aurait-il échappé ?

En fait, j'ai dû sauter un acte dans la comédie qu'ils nous servent, qui consiste à abandonner provisoirement les suppressions de postes pour mettre l'accent sur le volet antisocial, sans doute parce les ouvriers sont plus aptes à ce mobiliser sur cette question, parce qu'ils ne se sentent pas concernés par ces suppressions d'emplois dès lors qu'elles ne s'accompagneraient pas de licenciements, ils n'y croient pas, pour remettre plus tard en avant ces suppressions d'emplois qu'ils ont tout intérêt à présenter comme une menace de milliers de licenciements, même si la direction de Renault n'en a jamais eu vraiment l'intention ou plutôt sachant qu'elle n'en a pas les moyens, vous suivez, ce qui servira de monnaie d'échange avec la direction pour parvenir à un accord qui inclura en totalité ou en partie ce volet antisocial.

En réalité, ce seraient eux qui se seraient pris les pieds dans le tapis en avançant trop tôt l'argument de possibles fermetures d'usines accompagnées de milliers de licenciements, semble-t-il. A moins qu'ils l'aient joué autrement, et à mon avis c'est la version la plus vraisemblable, estimant qu'il valait

mieux faire monter la mayonnaise dès le début, pour ensuite attendre qu'elle retombe pour frapper un bon coup une fois la majorité des ouvriers divisés, démoralisés, démobilisés, parce qu'entre temps ils auront utilisé l'arme du double langage et toute la panoplie dont les syndicats et le patronat disposent pour aboutir à créer cette situation ou ces rapports défavorables à toute mobilisation (massive).

Finalement, le document remis plus tôt aux syndicats qui laissait entrevoir une possible fermeture d'usines avec à la clé des milliers de licenciements en l'absence d'un "accord de compétitivité" n'était pas du "*chantage*" mais un piège, Ghosn qui sait parfaitement ce qu'il fait avait raison, il s'agissait d'une vulgaire provocation montée de concert avec les dirigeants syndicaux qui se sont saisis immédiatement de ce document, la suite de ce scénario savamment orchestré vous venez de la lire dans le paragraphe précédent.

Ce piège tendu aux ouvriers et mis au point par la direction de Renault en collaboration avec les dirigeants syndicaux ou comptant par avance sur leur duplicité légendaire pour y collaborer, ce qui revient au même, a relativement bien fonctionné puisqu'on a bien failli tomber dedans, failli seulement.

Gageons que tel ne sera pas le cas de nos braves dirigeants à la tête trop pleine pour pouvoir encore y faire entrer quelque chose ou seulement réfléchir et rectifier le tir. Vous pouvez compter sur eux pour vous expliquer ce qui se passe réellement chez Renault.

### **Quelques éléments supplémentaires tirés de l'actualité qui confirme notre analyse.**

Ce qui se passe tient en quelques mots : c'est l'application de l'accord du 11 janvier 2013, ce qui inclut ce qui demeurerait explicite ou sous-entendu dans son contenu pour l'avenir. A savoir, des dizaines ou centaines de milliers de licenciements dans l'avenir, cet accord n'ayant pas vocation à les interdire, il a été conçu pour permettre sous la menace permanente brandie par le patronat de fermetures d'entreprises, (dans un premier temps), de liquider le contrat de travail ou CDI et des pans entiers de la législation du travail encore favorable aux travailleurs, pour accroître les profits des actionnaires ou augmenter le niveau de compétitivité des entreprises, afin qu'il se rapproche du taux d'exploitation (et du taux de profit) existant dans les pays où la main d'oeuvre est bon marché et les conditions d'exploitation plus favorables au capital.

**1-** Pour le ministre du Travail, Michel Sapin, l'accord sur la sécurisation de l'emploi est "*un pas immense*", notamment parce qu'il donnera aux entreprises "*les instruments pour anticiper l'avenir*" afin de "*s'adapter sans licencier*". [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) 25.01

**2-** "*Renault, dans le plan automobile que j'ai présenté au nom du gouvernement au mois de juillet, a pris l'engagement de ne fermer aucun site*", déclare le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg. [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) 25.01

**3-** "*Nous n'aurons pas recours à des licenciements secs, on va tenir notre engagement*", déclare son PDG Philippe Varin. [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) 25.01

Au passage, les mesures avancées par la direction de Renault sont conformes à celles rendues publiques en juillet 2012 et adoptées par la direction de PSA, qui sont elles-mêmes fidèles à l'accord intervenu entre le Medef et les syndicats (signataires ou non) le 11 janvier 2013, soit environ six mois plus tard, ou encore au document d'orientation transmis au Medef et aux syndicats mi-septembre 2012 par Sapin. Ce qui signifie que tous les acteurs de cette très mauvaise farce étaient parfaitement informés depuis plus de six mois des intentions du patronat et du gouvernement.

**Quelques rappels qui le confirment amplement.** Toutes ces informations sont disponibles en ligne dans les causeries de 2012.

### **Titre de trois articles de presse parus le 9 juillet 2012.**

- Conférence sociale: Parisot invente les plans sociaux à l'amiable - L'Expansion.com
- Conférence sociale : tous contents, même le Medef ! - Le Nouvel Observateur
- Conférence sociale : Un bal syndical et patronal sans fausse note - LePoint.fr

### **Parisot - août 2012**

*"Quant à la question des licenciements, elle doit surtout être pacifiée. Nous souhaitons continuer d'étendre la philosophie du refus du conflit, celle de la rupture conventionnelle, dite à l'amiable", a-t-elle dit. Elle avait déjà plaidé pour une "rupture conventionnelle collective".*

Mme Parisot estime qu'il faut *"d'abord prévenir les plans sociaux"* et donc *"développer une politique de compétitivité car rien n'est plus favorable à l'emploi que la compétitivité de l'entreprise"*. (AFP 08.07)

### **Ayrault - août 2012**

Jean-Marc Ayrault s'est dit "étonné de l'étonnement" qu'a suscité le fait qu'il prononce le discours d'ouverture de l'université d'été du Medef, mercredi à Jouy-en-Josas (Yvelines), une première pour un Premier ministre. *"Je m'étonne de l'étonnement que suscite ma présence parmi vous"*, a expliqué M. Ayrault, qui a dit son *"plaisir"* d'accepter l'invitation de l'organisation patronale. *"Je crois aux vertus du dialogue entre le gouvernement et les partenaires sociaux"*, a-t-il noté, ajoutant que *"les entreprises sont en première ligne dans l'effort de redressement de notre pays"*. *"C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions"*, a assuré M. Ayrault, qui a aussi voulu adresser aux chefs d'entreprises un *"message de confiance"*. (AFP 29.08)

Message reçu 7/7 !

### **Ayrault et Sapin à l'université d'été du Medef - août 2012**

Jean-Marc Ayrault a appelé mercredi, en ouverture de l'université d'été du Medef, le patronat et les syndicats à *"accélérer le rythme"* de la négociation sur la sécurisation de l'emploi, dans un contexte de hausse du chômage. *"J'appelle toutes les organisations à accélérer le rythme de négociation"* sur ce thème, a lancé le Premier ministre sur le campus HEC à Jouy-en-Josas.

Cette négociation fait partie des nombreux chantiers ouverts en juillet lors de la Conférence sociale. *"J'y attache une importance toute particulière"*, a souligné M. Ayrault. *"D'une part, parce qu'elle traite des sujets majeurs de la vie des entreprises: l'anticipation nécessaire des évolutions de l'activité, de l'emploi et des compétences, (...) ou encore la lutte contre la précarité excessive du marché du travail, qui touche particulièrement les jeunes et les femmes"*, a expliqué M. Ayrault.

*"D'autre part, parce que la réussite de cette négociation témoignerait de l'éclosion d'un nouveau modèle de négociation sociale"*, veut croire M. Ayrault, vantant une nouvelle fois les vertus de la

concertation. "*Je souhaite donc qu'elle (cette négociation) rassemble tous les partenaires sociaux*", a-t-il conclu

Le ministre du Travail Michel Sapin a annoncé mercredi qu'il transmettrait aux partenaires sociaux dans 15 jours son document d'orientation qui lancera officiellement cette négociation. Il n'a pas précisé de date de fin des discussions. (AFP 29.08)

Vous aurez constaté que Ayrault avait insisté pour que cette pseudo négociation "*rassemble tous les partenaires sociaux*", condition préalable indispensable à remplir pour qu'elle puisse avoir lieu et qu'il en sorte un accord forcément favorable au patronat. Son vœu sera exhaussé au-delà même de toute attente.

Je n'ai pas eu le temps ces derniers jours de revenir sur ces déclarations et d'établir un rapport entre elles et l'évolution de la situation sociale et c'est dommage, peu importe en définitif, puisque vous avez là la preuve que notre analyse était la bonne, analyse qui n'a été reprise par absolument aucun parti ouvrier ou autres formations.

La participation de la CGT et de FO à ces pseudo négociations qui ont abouti à l'accord patronal du 11 janvier 2013 était bien l'élément essentiel de la situation que tous ont passé sous silence et s'en rendant ainsi les complices.

Dès lors que valent les analyses de tous ces partis et groupes de militants : que dal ! Tous soutiennent les appareils et le régime à leur façon, tous protègent, défendent leurs appareils ou leurs propres intérêts au détriment des intérêts collectifs de la classe.

Aucun ne veut rompre avec les appareils des syndicats, y compris celui du PS, de telle sorte qu'ils en arrivent à manipuler honteusement les faits, à occulter volontairement un facteur déterminant de la situation, ce qui empêchera les travailleurs et les militants de comprendre les véritables rapports qui existent entre les classes et à l'intérieur des classes, finalement ils roulent pour le régime en place.

### **Thibault - septembre 2012**

"*Le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi*", avertit-il, assurant que la CGT ne refuse pas "*le débat sur la compétitivité*" mais n'allait "*pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments*".

Il rejette la flexibilité "*qui se fait dans tous les pays européens*" -- "*le chômage n'a jamais été aussi important*" -- et met en cause "*le sous-investissement dans les entreprises*" ainsi que le "*sous-engagement dans la formation professionnelle*".

Evoquant une "*situation dramatique*" alors que le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi sans activité a été franchi, Bernard Thibault a relevé qu'"*il n'y a pas que la situation des sans emploi qui est naturellement une des urgences*". Il y a également "*entre 5 et 6 millions de nos compatriotes qui sont en situation de sous-emploi*", a-t-il dit. (AFP 03.09)

Thibault en disant "*le gouvernement va devoir orienter la future négociation sur ce que nous devons faire pour sécuriser l'emploi*" tendant la perche à la CFDT, et qu'il n'allait "*pas laisser le Medef être seul à défendre ses arguments*", ce dont on n'a jamais douté, a été entendu, il indiquait clairement qu'il allait se placer sur le même terrain que le Medef avec lequel il rivalisait de zèle, qu'il signe ou

non l'accord qui allait intervenir le 11 janvier notez bien, pour finalement mettre l'accent sur le chômage ou l'emploi qui lui servirait de monnaie d'échange à la liquidation du contrat de travail qu'il laisserait passer.

C'est ce qui s'est passé chez PSA et dans d'autres entreprises, puis le 11 janvier 2013, et se produira demain chez Renault.

Vous n'avez pas l'impression, c'est un euphémisme, qu'ils sont de mèches ? Si bien sûr, cela n'a pas pu vous échapper, vous l'avez parfaitement compris, et là où vous avez pu percevoir des contradictions, c'était uniquement dû au fait que ces acteurs jouent la même partition mais en ayant des rôles différents à tenir, ils doivent rendre des comptes, les uns à leurs maîtres, en haut, les autres à leur base, en bas, voilà tout.

Bien entendu ces contradictions qui ne sont finalement qu'apparentes sont mises en lumière ou médiatisées pour que les masses ignorantes baignent en pleine confusion et ne s'y retrouvent pas, de telle sorte qu'elles croient que ces différents acteurs jouent des partitions différentes, qu'ils sont sincères, surtout les dirigeants syndicaux, c'est pour eux qu'est montée cette mise en scène, alors qu'en réalité ils jouent la même sur des registres différents conformément à la distribution des rôles qui a été établie. Tout est fait pour tromper les travailleurs et que les masses demeurent ignorantes.

Est-ce si difficile à comprendre et à expliquer aux travailleurs et aux militants ? Je ne le pense pas.